

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA TOURAINE ET DU POITOU

Société Coopérative à capital variable, régie par les dispositions du Livre V du Code Monétaire et Financier,
au capital de 95 889 331,25 euros

Siège Social et Services Administratifs : 18 rue Salvador Allende, CS 50307, 86008 Poitiers Cedex
Direction Générale et Services Administratifs : 45 Boulevard Winston Churchill, BP 4114, 37041 Tours Cedex 1
399 780 097 RCS Poitiers

Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

Rapport de Gestion

Conformément à la loi, les sociétaires sont informés que le rapport de Gestion mentionné à l'article 4 du règlement n° 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière est tenu à leur disposition au Siège Social du Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou, 18 rue Salvador Allende, 86008 POITIERS.

Convocation Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2024

Les sociétaires sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, le vendredi 29 mars 2024, à 9 heures, dans la salle de conférence du siège social de la Caisse régionale, 18 rue Salvador Allende à Poitiers (86000), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Autorisation à donner au Conseil d'administration de réduire le capital par voie d'annulation de CCI ;
2. Modifications statutaires afin :
 - De préciser le siège social de la Caisse régionale
 - De faire état des deux comités de prêt : un comité des prêts et un Bureau du Conseil statuant en fonction d'un niveau de délégation et de complexité du dossier
 - De modifier le pouvoir du Directeur Général relatif à la nomination et à la révocation des cadres de direction
 - De désigner deux porteurs au regard de la loi Hoguet
 - D'élargir la signature des statuts au Président du Conseil d'Administration
3. Pouvoirs pour accomplissement de formalités.

Convocation Assemblée Générale Ordinaire du 29 mars 2024

Les sociétaires sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le vendredi 29 mars 2024, à 10 heures, dans la salle de conférence du siège social de la Caisse régionale, 18 rue Salvador Allende à Poitiers (86000), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport sur la gouvernance, et des rapports des Commissaires aux comptes ;
2. Approbation du rapport du Conseil d'administration et des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, quitus aux administrateurs ;
3. Approbation du rapport du Conseil d'administration et des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
4. Approbation des comptes globalisés de la Caisse régionale et de ses Caisses locales affiliées de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ;
5. Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du CGI ;
6. Approbation des conventions réglementées ;
7. Constatation de la variation du capital social, approbation des remboursements de parts sociales ;
8. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et fixation de l'intérêt aux parts sociales, de la rémunération des Certificats Coopératifs d'Investissement et des Certificats Coopératifs d'Associés ;
9. Renouvellement partiel du Conseil d'administration ;
10. Nomination du cabinet Becouze, Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité
11. Nomination du cabinet Ernst & Young Audit, Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité
12. Présentation du rapport du réviseur coopératif et discussion
13. Autorisation à l'effet d'opérer sur les Certificats Coopératifs d'Investissement de la Caisse régionale ;
14. Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités compensatrices de temps passé des administrateurs au titre de l'exercice 2024 en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée ;
15. Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations ou indemnités de toutes natures versées durant l'exercice 2023 au Directeur général, aux membres du Comité de direction et aux fonctions de contrôle de la Caisse ;
16. Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Vous trouverez l'ensemble des informations préparatoires aux Assemblées Générales dont le texte des résolutions et les comptes de l'exercice 2023 sur la page des informations réglementées du site internet de la Caisse régionale 15 jours avant l'Assemblée Générale.

Résolutions présentées à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2024

Première résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration de réduire le capital par voie d'annulation de CCI) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce à :

- annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, tout ou partie des CCI acquis par la Caisse régionale en vertu de l'autorisation de rachat par la Caisse régionale de ses propres CCI faisant l'objet d'une résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire ou d'autorisations ultérieures, dans la limite de 10 % du nombre de CCI composant le capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée ;
- réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des CCI annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2023 en la privant d'effet à partir de ce jour, est donnée pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les actions, de rendre définitives la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, de procéder à la modification corrélative des statuts et, généralement, de faire le nécessaire.

Deuxième résolution (Siège social) - L'Assemblée Générale décide de modifier l'article [3] des statuts relatif au siège social comme suit aux motifs qu'il convient de rectifier une erreur de formation sur l'adresse du siège social.

Article [3] – Siège social

Ancienne rédaction du paragraphe 1 de l'article [3] :

« Le siège de la Caisse régionale est établi à POITIERS (86000) – 18 rue Salvadore Allende. »

Nouvelle rédaction du paragraphe 1 de l'article [3] :

« Le siège de la Caisse régionale est établi à POITIERS (86000) – 18 rue **Salvador** Allende. »

Troisième résolution (Composition – Libération du capital social) - L'Assemblée Générale décide de modifier l'article [6] des statuts relatif à la composition et libération du capital social.

Article [6] – Composition - Libération

Ancienne rédaction du paragraphe 3 de l'article [6] :

« Le montant du capital de fondation de la société est de mille francs (1 000 francs) soit environ cent cinquante-deux euros et quarante-cinq centimes (152,45 Euros). La variation du capital social résulte de sa constatation par l'Assemblée générale ordinaire. »

Nouvelle rédaction du paragraphe 3 de l'article [6] :

« Le montant du capital de fondation de la société est de mille francs (1 000 francs) soit environ cent cinquante-deux euros et quarante-cinq centimes (152,45 Euros) **après conversion**. La variation du capital social résulte de sa constatation par l'Assemblée générale ordinaire. »

Quatrième résolution (Composition du comité des prêts) - L'Assemblée Générale décide de modifier l'article [16] des statuts relatif aux comités des prêts afin de rappeler qu'il peut y avoir un ou deux comités des prêts. Cette modification intervient afin de fixer le fonctionnement de la Caisse régionale.

Article [16] – Fonctionnement – Bureau - Comités

Ancienne rédaction du paragraphe 2 de l'article [16] :

« 2. Le Conseil fixe la composition du Comité des prêts chargés d'examiner les demandes de prêts et dont les décisions sont consignées sur un registre spécial. Ces Comités de trois membres au moins, dont deux administrateurs spécialement délégués à cet effet, comprennent le Directeur Général ou son suppléant, à l'exclusion de toute autre personne non sociétaire. Ils agissent par délégation du Conseil d'administration. »

Nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article [16] :

« Le Conseil fixe la composition **du (ou des) Comité(s)** des prêts chargés d'examiner les demandes de prêts et dont les décisions sont consignées sur un registre spécial. **Ce ou (ces) Comité(s)** de trois membres au moins, dont deux administrateurs spécialement délégués à cet effet, comprennent le Directeur Général ou son suppléant, à l'exclusion de toute autre personne non sociétaire. **Il(s) agit(ssent)** par délégation du Conseil d'administration. »

Cinquième résolution (Responsabilité et obligations des administrateurs) - L'Assemblée Générale décide de modifier l'article [18] pour unifier la rédaction.

Article [18] – Responsabilité et obligations des administrateursAncienne rédaction du paragraphe 2 de l'article [18] :

« 2. Les administrateurs souscrivent obligatoirement 1 part au moins dans un délai de trois mois à compter de leur élection, s'ils n'en sont pas déjà titulaires. Ces parts sont inaliénables et déposées dans la Caisse régionale à titre de garantie pendant toute la durée de leurs fonctions. S'ils cessent d'être administrateurs, ces parts sont obligatoirement remboursées, quel que soit le motif de la cessation de fonctions à compter de l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale. »

Nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article [18] :

« 2. Les administrateurs souscrivent obligatoirement **une** part au moins dans un délai de trois mois à compter de leur élection, s'ils n'en sont pas déjà titulaires. Ces parts sont inaliénables et déposées dans la Caisse régionale à titre de garantie pendant toute la durée de leurs fonctions. S'ils cessent d'être administrateurs, ces parts sont obligatoirement remboursées, quel que soit le motif de la cessation de fonctions à compter de l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale. »

Sixième résolution (Directeur général) - L'Assemblée générale décide de modifier l'article [23] concernant les pouvoirs du Directeur Général d'une part, il est prévu de modifier le 1er paragraphe afin de fixer le schéma de nomination et d'autre, de permettre de désigner deux porteurs en charge des activités immobilières nommé(s) par le Conseil d'administration qui (i) effectue(nt) toutes activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce de gestion immobilière et de syndic de copropriété au nom et pour le compte de la Caisse régionale conformément à la loi applicable et dans la limite de l'objet social et (ii) représente(nt) la Caisse régionale en justice, tant en demande qu'en défense, au titre des activités immobilières.

Article [23] – Directeur généralAncienne rédaction du paragraphe 1 de l'article [23] :

« 1. Le Conseil d'administration nomme et révoque le Directeur Général et, sur proposition de ce dernier, les autres cadres de direction. »

Nouvelle rédaction du paragraphe 1 de l'article [23] :

« Le Conseil d'administration nomme et révoque le Directeur Général. **Le Directeur Général recrute et met fin au contrat de travail des cadres de direction en informant le Conseil d'administration.** »

Ancienne rédaction du paragraphe 6 de l'article [23] :

« 6. Le Directeur Général ou un autre cadre de direction, en charge des activités immobilières nommé par le Conseil d'administration (i) effectue toutes activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce de gestion immobilière et de syndic de copropriété au nom et pour le compte de la Caisse régionale conformément à la loi applicable et dans la limite de l'objet social et (ii) représente la Caisse régionale en justice, tant en demande qu'en défense, au titre des activités immobilières. »

Nouvelle rédaction du paragraphe 6 de l'article [23] :

« 6. Le Directeur Général, **et/ou un ou plusieurs autre(s) cadre(s) de direction**, en charge des activités immobilières nommé(s) par le Conseil d'administration (i) effectue(nt) toutes activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce de gestion immobilière et de syndic de copropriété au nom et pour le compte de la Caisse régionale conformément à la loi applicable et dans la limite de l'objet social et **qui** (ii) représente(nt) la Caisse régionale en justice, tant en demande qu'en défense, au titre des activités immobilières. »

Septième résolution (Signature des statuts) - L'Assemblée générale extraordinaire décide d'ajouter un pavé de signature à la main du Président pour signature des statuts.

Huitième résolution (Pouvoir pour accomplissement de formalités) - L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement de toutes formalités légales.

Résolutions présentées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mars 2024**Première résolution (Approbation des comptes annuels 2023) -**

1. L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2023,
- du rapport sur les comptes annuels des Commissaires aux comptes,

approuve, dans toutes leurs parties, le rapport du Conseil et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2023 faisant ressortir un bénéfice de 66 780 995,50 euros.

2. Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2023.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés 2023) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Conseil d'administration,
- et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2023, et les mentions ayant trait aux comptes consolidés figurant dans ledit rapport.

Troisième résolution (Approbation des comptes globalisés de la Caisse régionale et de ses Caisses locales affiliées de l'exercice clos le 31 décembre 2023) - L'Assemblée Générale Ordinaire approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2023, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ce rapport.

Quatrième résolution (Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du CGI) - L'Assemblée Générale, sur le rapport du Conseil d'administration statuant en application de l'article 223 quater du CGI, approuve le montant global s'élevant à 18 679,21 euros des charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code, ainsi que le montant s'élevant à 4 824,84 euros, de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses.

Cinquième résolution (Approbation des conventions réglementées) - En application de l'article L 511-39 du Code monétaire et financier, l'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport.

Sixième résolution (Constatation de la variation du capital social – remboursement de parts sociales) - L'Assemblée Générale constate qu'il n'y a pas eu d'émission ou de retrait sur les Certificats Coopératifs d'Associés et qu'il y a eu annulation de 20 664 Certificats Coopératifs d'Investissement dans le cadre de l'autorisation consentie par la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2023.

Elle ratifie les souscriptions et approuve les remboursements de parts sociales intervenus au cours de l'exercice. Compte tenu de ces opérations, le capital social se compose au 31 décembre 2023 de 3 662 134 parts sociales, 1 044 044 Certificats Coopératifs d'Investissement et 1 581 647 Certificats Coopératifs d'Associés, d'une valeur nominale de 15,25 euros, et s'élève à 95 889 331,25 euros.

Septième résolution (Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023, fixation de l'intérêt aux parts sociales, de la rémunération des CCA et des CCI) - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport sur les comptes annuels des Commissaires aux comptes, constate que le résultat net de l'exercice 2023 s'élève à 66 780 995,50 euros.

En conséquence l'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter ce bénéfice distribuable comme suit :

- 1 731 265,34 euros pour l'intérêt à payer aux porteurs de Parts Sociales, ce qui correspond à un taux de 3,10 %.
- 3 330 500,36 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Investissement pour l'exercice 2023, soit un dividende de 3,19 euros net par titre. Les dividendes afférents aux CCI que la Caisse régionale détiendra pour annulation à la date de la mise en paiement feront l'objet d'une inscription en réserve facultative.
- 5 045 453,93 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Associés pour l'exercice 2023, soit un dividende de 3,19 euros net par titre.

Les intérêts aux parts sociales ainsi que les dividendes afférents aux CCI et CCA sont soumis au prélèvement forfaitaire unique de 30 % (impôt sur le revenu et prélèvements sociaux). Toutefois, si leurs détenteurs exercent une option globale pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers au barème progressif, ils pourront bénéficier de l'abattement de 40 %.

Le paiement des intérêts aux Parts Sociales et celui du dividende des Certificats Coopératifs d'Investissements et d'Associés interviendront le 25 avril 2024.

Le solde, soit 56 673 775,87 euros, est affecté ainsi :

- $\frac{3}{4}$ à la réserve légale, soit 42 505 331,90 euros ;
- le solde aux réserves facultatives, soit 14 168 443,97 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

- Intérêts aux Parts Sociales

Exercices	Total net versé	Taux d'intérêt net
2020	837 709,04	1,50 %
2021	893 556,30	1,60 %
2022	1 396 181,73	2,50 %

- Dividendes sur Certificats Coopératifs d'Investissement

Exercices	Total net versé	Dividende net par CCI
2020	3 126 306,76	2,92
2021	3 172 829,84	2,98
2022	3 492 242,24	3,28

- Dividendes sur Certificats Coopératifs d'Associés

Exercices	Total net versé	Dividende net par CCA
2020	4 618 409,24	2,92
2021	4 713 308,06	2,98
2022	5 187 802,16	3,28

Huitième résolution (Renouvellement d'administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de :

- Monsieur Odet TRIQUET, demeurant à BLANZAY (Vienne),

Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Neuvième résolution (Renouvellement d'administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de :

- Monsieur Eloi CANON, demeurant à CHEMILLE SUR DEME (Indre-et-Loire),

Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Dixième résolution (Renouvellement d'administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de :

- Monsieur Samuel GABORIT, demeurant à NOUAILLE MAUPERTUIS (Vienne),

Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Onzième résolution (Nomination d'administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, prend acte de la démission du mandat d'administrateur de :

- Madame Véronique BEJAUD, demeurant à SAINT JULIEN L'ARS (Vienne),
et décide de nommer en qualité de nouvel administrateur
- Madame Marina KRAFT, demeurant à SAINT-CHRISTOPHE (Vienne),

pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Douzième résolution (Renouvellement d'administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de :

- Monsieur Jérôme BEAUJANEAU, demeurant à POITIERS (Vienne),

Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Treizième résolution (Renouvellement d'administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de :

- Madame Béatrice LANDAIS, demeurant à SAVIGNE SUR LATHAN (Indre-et-Loire),

Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Quatorzième résolution (Renouvellement d'administrateur) - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, prend acte de la fin du mandat d'administrateur de :

- Madame Valérie MICHELET, demeurant à MONTS (Indre-et-Loire),

Ce mandat étant renouvelable, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler celui-ci pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Quinzième résolution (Nomination du cabinet Becouze, Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme le cabinet Becouze, dont le siège social est 1 rue de Buffon 49106 Angers, en qualité de Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, pour la durée du mandat restant à courir au titre de la mission de certification des comptes, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2025 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Seizième résolution (Nomination du cabinet Ernst & Young Audit, Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme le cabinet Ernst & Young Audit, dont le siège social est Tour First TSA 14444 92037 Paris-La Défense, en qualité de Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, pour la durée du mandat restant à courir au titre de la mission de certification des comptes, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2025 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Dix-septième résolution (Présentation du rapport de révision coopérative et discussion) - L'Assemblée générale, après avoir entendu le Président sur le rapport du Réviseur coopératif réalisé en exécution de sa mission portant sur l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2023 de la Caisse régionale, prend acte du contenu de ce rapport.

Dix-huitième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'opérer sur les CCI de la Caisse Régionale) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) de la Caisse régionale conformément aux dispositions de l'article L22-10-62 du Code de Commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mars 2023 dans sa quinzième résolution, est donnée au Conseil d'administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée Générale Ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente assemblée.

Les achats de CCI de la Caisse régionale qui seront réalisés par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse Régionale à détenir plus de dix pour cent (10 %) des CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du Conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10 % du nombre total de certificats coopératifs d'investissement composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de 104 404 CCI, et le nombre maximal de CCI détenus après ces achats ne pourra excéder 10 % du nombre de CCI composant le capital de la Caisse régionale. Toutefois, lorsque les CCI sont rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de CCI pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Le montant total des sommes que la Caisse régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder 12 528 480 euros (douze millions cinq cent vingt-huit mille quatre cent quatre-vingts). L'acquisition de ces CCI ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 120 (cent vingt) euros par CCI.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses CCI en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- De la mise en œuvre de plan d'options d'achat de CCI de la Caisse régionale au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux éligibles, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Caisse régionale et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225-180 du Code de commerce ;
- D'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- De procéder à l'annulation totale ou partielle des CCI acquis, sous réserve dans ce dernier cas de l'adoption de la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment de passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

Dix-neuvième résolution (Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2024) - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'administration à ce sujet et en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 287 000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2024 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

Vingtième résolution (Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2023 aux personnes identifiées) - L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale, consultée en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2023, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 2 874 843 € au titre de l'exercice 2023.

Vingt-et-unième résolution (Pouvoirs pour accomplissement de formalités) - L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour accomplir toutes les formalités qui seront nécessaires.